



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-  
GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
des territoires**

**Arrêté préfectoral complémentaire portant réactualisation du volume moyen annuel d'eau  
prélevé par la société LES ATELIERS DE LA HAUTE-GARONNE  
située sur la commune de Flourens (31)**

n°96

Le préfet de la région Occitanie,  
préfet de la Haute-Garonne,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Commandeur de l'ordre national du Mérite,

Vu le titre 1<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'article L. 110-1-1 du code de l'environnement relatif à la transition vers une économie circulaire ;

Vu l'article L. 110-1-2 du code de l'environnement relatif à l'utilisation des ressources ;

Vu les articles L. 211-3 et R. 211-66 du code de l'environnement relatifs aux mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 juillet 2000 relatif à la société Les Ateliers de la Haute-Garonne, à Flourens (31) ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 097 du 8 octobre 2018 relatif à la société Les Ateliers de la Haute-Garonne, à Flourens (31) ;

Vu l'arrêté préfectoral cadre du 30 juin 2023 relatif aux restrictions, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement en eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté d'orientation de bassin, du 24 mars 2023, relatif au renforcement de la coordination des mesures de gestion de la sécheresse sur le bassin Adour Garonne ;

Vu la circulaire du 18 mai 2011 relative aux mesures exceptionnelles de limitation ou de suspension des usages de l'eau en période de sécheresse ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 3 avril 2024 ;

Considérant que l'établissement est autorisé à prélever, pour les besoins de son fonctionnement, dans une ressource en eau qui, dans certaines conditions de sécheresse, doit être protégée ;

Considérant que les prélèvements de l'établissement sont réalisés dans le réseau d'alimentation en eau potable de Flourens (31) ;

Considérant que l'article 3.1.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 octobre 2018, susvisé, autorise l'exploitant à prélever un volume annuel de 15 000 m<sup>3</sup>, dans le réseau AEP de Flourens (31), pour le fonctionnement de son installation ;

Considérant que l'exploitant s'est engagé, depuis plusieurs années, dans la réduction de ses consommations d'eau et l'optimisation de ses activités ;

Considérant qu'en complément de ces optimisations pérennes de consommation d'eau, l'exploitant a proposé des mesures qui doivent permettre de réduire encore la consommation journalière du site ;

Considérant que, compte tenu des efforts de limitation et de réduction d'eau mis en œuvre par l'exploitant, il y a lieu de revoir le volume annuel prélevé autorisé au niveau du réseau AEP de Flourens (31) ;

Considérant que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance de la société Les Ateliers de la Haute-Garonne, le 24 juin 2024, afin que l'exploitant puisse formuler ses observations dans un délai de quinze jours ;

Considérant le courriel de l'exploitant du 24 juin 2024, indiquant qu'il n'avait pas d'observations sur le projet d'arrêté préfectoral ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne ;

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>** – Sans préjudice des prescriptions édictées par des actes antérieurs ou par des arrêtés ministériels qui leur sont applicables, les installations exploitées par la société Les Ateliers de la Haute-Garonne à Flourens (31), ci-après désignée l'exploitant, sont soumises aux prescriptions complémentaires suivantes.

Ces prescriptions sont prescrites en complément des prescriptions techniques imposées par les différents arrêtés préfectoraux susvisés.

**Art. 2** – Mise à jour de prescriptions

Le tableau de l'article 3.1.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 octobre 2018 est remplacé par :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Prélèvement moyen annuel
Réseau public AEP	Flourens	10 000 m <sup>3</sup>

**Art. 3 – Principe de limitation de la consommation d'eau et suivi par indicateurs**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau. Dans le cadre de la politique environnementale mise en place sur le site, il met en place un suivi de la consommation d'eau au travers d'indicateur(s) pertinent(s) et représentatif(s) de l'activité.

Les installations de prélèvements ou d'adduction d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée.

Sauf contrainte technique ou économique spécifique, l'exploitant réalise son arrêt technique annuel, qui dure de l'ordre de deux à trois semaines, lors de la période d'étiage.

**Art. 4 –** Tous les frais occasionnés par les études, les analyses et les travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

**Art. 5 –** Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre 1<sup>er</sup> du code de l'environnement.

**Art. 6 –** Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Toulouse :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois, à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois, à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi, non seulement par courrier, mais également par l'application informatique Télérecours, accessible par le lien <https://www.telerecours.fr/>.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non-prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

**Art. 7 –** Conformément à l'article R. 181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée en mairie de Flourens et peut y être consultée par tout intéressé.

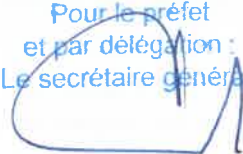
Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Flourens, pendant une durée minimum d'un mois. Le maire fait connaître, par procès-verbal adressé à la préfecture de la Haute-Garonne, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est publié sur le site des services de l'État en Haute-Garonne pendant une durée minimale de quatre mois.

**Art. 8** – Le secrétaire général de la préfecture de Haute-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie, la directrice départementale des territoires de la Haute-Garonne et le maire de Flourens sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Les Ateliers de la Haute-Garonne .

Fait à Toulouse, le 11 0 JUL. 2024

Pour le préfet  
et par délégation :  
Le secrétaire général,



Serge JACOB